Le double "je" des ONG environnementalistes d'Afrique centrale : le cas de l'ANZAS au Congo- Brazzaville

Henri Boukoulou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/3553>

DOI : 10.4000/apad.3553

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2003

Référence électronique

Henri Boukoulou, « Le double "je" des ONG environnementalistes d'Afrique centrale : le cas de l'ANZAS au Congo-Brazzaville », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 16 juin 2008, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/3553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3553>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Le double "je" des ONG environnementalistes d'Afrique centrale : le cas de l'ANZAS au Congo-Brazzaville

Henri Boukoulou

Introduction

- 1 Depuis les résolutions du sommet de la terre de Rio de 1992, l'approche participative tend désormais à être au centre des politiques de conservation et de gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo. Ceci se justifie d'autant plus que ces écosystèmes, constituant le plus grand massif forestier tropical du monde après celui de l'Amazonie et se révélant comme l'un des plus grands foyers de diversité biologique de la planète, sont aujourd'hui fortement menacés aussi bien par une exploitation forestière abusive dans certaines zones, que par des pratiques destructrices tels que le braconnage, les techniques culturelles traditionnelles dominantes, la production du bois de chauffe et du charbon, etc. Plusieurs groupes d'acteurs contribuant à cet état de choses, il apparaît de plus en plus nécessaire d'impliquer les différentes parties prenantes dans les programmes de gestion des ressources forestières, pour assurer leur pérennité, tout en garantissant le bien-être des communautés locales.
- 2 Si une certaine unanimité sur la nécessité d'une gestion participative des ressources forestières peut ainsi être observée (Nguinguiri, 1998 ; 1999), au point où envisager une autre approche apparaît aujourd'hui comme une véritable hérésie (Enters et Anderson, 2000), il se pose pourtant le problème de sa mise en œuvre sur le terrain (Fischer, 1995), surtout dans une région qui se caractérise par une grande diversité tant sociale, que culturelle et écologique. Au cours de ces dernières années, un certain nombre d'expériences de gestion participative ont pu être menées sur le terrain (Nguinguiri, 2001). Parmi celles-ci, il y a le Projet d'Aménagement et de Gestion de la Réserve de Faune de Konkouati au Congo Brazzaville. Cette expérience, perçue comme une relative réussite en dépit des difficultés de démarrage (Chatelain, 1996 ; Kouma-Safou et al,

2001) et de suivi, permet de noter que l'adhésion des populations locales à un projet de gestion participative est parfois plus fonction de leur propre perception du projet que des objectifs visés par celui-ci (Bakala-Kiba, 1999 ; Nguinguiri et Bakala-Kiba, 2001). Parmi les autres parties prenantes impliquées dans le projet, on note une ONG locale qui, par ses objectifs officiels d'appui au développement local et de conservation, se situe dans une position idéale pour jouer le rôle d'intermédiaire, tel que décrit par Bierschenk et *al.* (2000), entre les animateurs du projet et les populations locales.

- 3 Dans cet article, nous nous intéressons à ce qui apparaît comme une double personnalité de l'ONG, en essayant de montrer comment, au-delà de ses objectifs affichés, elle poursuit en réalité d'autres objectifs motivés par les avantages politiques et symboliques qu'elle entend tirer de la situation nouvelle créée par le projet.

Le contexte de création et les objectifs de l'Association Nzambi Solidarité (ANZAS)

- 4 Les objectifs que se donne l'ANZAS tirent leur sens du contexte politique du début des années 1990 au Congo. Ayant opté officiellement pour le socialisme scientifique, le Congo a vécu pendant près de trente ans dans un monopartisme strict où aucune liberté d'association n'était tolérée, en dehors des organisations créées et gérées par le parti unique au pouvoir. Avec l'émergence de la démocratie à l'issue de la Conférence Nationale Souveraine de 1991, il y a eu une extraordinaire éclosion d'associations et d'ONGs ayant généralement pour but affiché le développement de la région ou de la localité dont sont issus les membres. La pauvreté du monde rural, l'irresponsabilité attribuée à l'État et la nécessité d'une participation des populations au développement sont les arguments généralement évoqués pour justifier cet état de choses. L'éthique qui sous-tend le mouvement associatif semble être ainsi, de manière formelle, celle du "self-help", c'est-à-dire le développement par un effort collectif, à travers une auto-organisation sociale (Neubert, 2000). Ce phénomène, largement répandu aujourd'hui dans toute l'Afrique, met en fait en évidence la crise de l'État et le développement de la "société civile" constituée essentiellement par les associations et les ONGs locales à travers lesquels transite désormais une partie de plus en plus importante de l'aide au développement (Bierschenk et *al.*, 2000).
- 5 C'est dans ce contexte qu'est née, en mars 1994, l'ANZAS. A sa création, l'ONG se présente comme une ONG oeuvrant pour le développement local. Elle peut ainsi être considérée formellement comme une organisation indépendante d'aide et d'appui au développement à la base (Lufungula, 2002 ; Fisher, 1995) et se distingue, de ce fait, des associations d'entraide et d'assistance mutuelle qui se multiplient au même moment dans le pays et que l'on a tendance à assimiler aux ONG.
- 6 L'ANZAS, en sa qualité d'ONG de développement du district de Nzambi dans la région du Kouilou, réunit en son sein les originaires de cette localité, indépendamment de leur sexe, de leur statut et de leur lieu effectif de résidence. On y trouve, ainsi, aussi bien des membres des différents villages du district, que des fonctionnaires, des cadres et des "intellectuels" vivant en dehors du district, principalement dans la ville de Pointe-Noire. La raison évoquée pour justifier la création de l'ONG se résume ainsi :
- 7 "Notre district est resté abandonné pendant cinq ans, de 1990 à 1994. Nous étions contraints de nous organiser pour créer les conditions de développement de notre district sans attendre une quelconque intervention de l'État". (propos recueillis auprès du Secrétaire général de l'organisation, janvier 2003)
- 8 Cette situation d'abandon du district est d'ailleurs attestée par des observateurs extérieurs : "les années 1993 – 1994 sont particulièrement marquées au Congo par des

troubles socio-politiques ayant engendré une micro-parcellisation du territoire national. Ces troubles socio-politiques, jumelés au contexte de crise économique, provoquent un isolement et une paralysie partielle de l'appareil de l'État dans la région de Konkouati : pas de chef de PCA, service d'éducation et de santé négligés, bacs hors d'état de fonctionnement, routes non entretenus" (Bakala-Kiba, 1999 : 39).

- 9 En créant cette ONG, les originaires du district de Nzambi se situent ainsi dans le courant général de l'époque où chacun a besoin d'affirmer l'existence de son territoire d'origine et de rechercher son développement à travers le mouvement associatif.
- 10 "L'ANZAS entend saisir cette nouvelle ère de liberté et de démocratie pour mobiliser toutes les énergies – hommes et femmes – afin que les solutions adéquates soient trouvées aux problèmes auxquels sont confrontées quotidiennement les populations tant locales qu'extérieures du PCA¹ de Nzambi". (cf. Préambule des statuts de l'association)
- 11 Pour jouer son rôle d'appui au développement, l'ANZAS se fixe comme principal objectif :
- 12 "Rechercher, promouvoir, appliquer tous les moyens propres à assurer le développement social et culturel du PCA de Nzambi". (cf. article 6 des statuts de l'ANZAS)
- 13 Mais l'ONG, qui s'installe dans la même zone que le projet Konkouati, réalise très vite ce qu'une telle opération pourrait lui rapporter en terme de prestige dans une région où, au-delà de l'unanimité sur l'opposition au pouvoir en place, s'affrontent plusieurs organisations et personnalités pour son contrôle politique ou symbolique. Ceci a conduit les responsables de l'ONG à lui assigner, à côté de l'objectif de développement, un deuxième objectif, celui de la défense de l'environnement. Grâce au projet, l'ANZAS peut désormais se présenter comme une ONG, non seulement de développement, mais aussi de défense de l'environnement.

Le projet Konkouati comme opportunité d'accès à une position dominante au niveau local

- 14 Le projet d'aménagement et de gestion de la réserve de faune de Konkouati a été mis en œuvre de 1994 à 1999 dans le sud-ouest de la République du Congo, dans une zone s'étendant de l'océan atlantique au massif du Mayombe et couvrant une superficie d'environ 300 000 ha. C'est une zone renfermant une grande diversité d'habitats, avec successivement des écosystèmes côtiers, des savanes et des forêts anthropiques, des lagunes, des lacs et des rivières, des mangroves, des forêts marécageuses, des raphiales et la forêt dense aux abords du massif du Mayombe. La faune y est fortement représentée avec, sur la soixantaine d'espèces animales recensées, plus d'une dizaine considérée comme espèces menacées². On compte une cinquantaine d'espèces de poissons dans les lacs et lagunes de la zone du projet.
- 15 Le projet a été mis en œuvre par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), avec l'appui financier du Fonds Mondial pour l'Environnement (GEF). Il se donne comme objectif général le maintien de la diversité biologique, tout en contribuant à la satisfaction des besoins des populations vivant dans la zone. L'action s'articule ainsi autour des quatre objectifs spécifiques suivants :
- 16 faciliter la mise en œuvre des systèmes de gestion assurant le maintien des espèces de la faune et de la flore menacées de la réserve ;
promouvoir des activités contribuant à la satisfaction des besoins des populations ;

proposer une structure de gestion à long terme de la réserve ;
proposer un plan d'aménagement de la réserve.

- 17 Les parties prenantes au projet se situent, de manière globale, à quatre grands niveaux :
 - au niveau des bailleurs de fonds : GEF, banque mondiale ;
 - au niveau de l'administration : le comité technique de pilotage regroupant les ministères impliqués dans la gestion des Aires protégées, la cellule de coordination du projet de gestion et de conservation des aires protégées (PROGECAP), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en tant que structure d'exécution du projet ;
 - au niveau régional : la direction régionale des eaux et forêts et la préfecture ;
 - au niveau local : les agents chargés de l'exécution du projet, les populations locales, les exploitants forestiers, les organisations politiques et les ONG locales.
- 18 Au niveau local, sur lequel porte notre analyse, toutes les parties prenantes, en dehors des agents du projet, ont eu une perception négative de l'opération à son installation, et n'ont pas hésité à recourir à tous les moyens à leur disposition pour empêcher sa mise en œuvre. Après le lancement des activités, en avril 1994, il a fallu attendre plus de six mois pour voir le chef du projet entrer en fonction et la cérémonie traditionnelle d'acceptation du projet se réaliser (Nguingui, 1997). Comment les différents acteurs locaux ont-ils réagi au moment du démarrage du projet ?
- 19 Les populations locales, majoritairement d'ethnie vili, constituent un effectif d'environ 2 500 habitants. Très isolées en dépit de leur relative proximité de la ville de Pointe-Noire située à environ 200 Km de la zone du projet, ces populations sont restées profondément attachées aux valeurs et pratiques traditionnelles liées à leur milieu naturel. Les activités dominantes restant ici la chasse et la pêche, on saisit la forte dépendance des populations vis-à-vis des ressources naturelles locales et pourquoi le projet, avec ses objectifs de conservation, a été immédiatement perçu comme une atteinte à leurs intérêts, voire une menace directe à leur survie. "Les rumeurs circulaient dans tous les villages que le projet avait acheté la lagune, les lacs, les rivières et les gens ne devraient plus exercer la pêche et la chasse ..." (Bakala-Kiba, 1999 : 37).
- 20 La crainte d'une contestation de leur pouvoir de contrôle de l'espace justifie ainsi l'attitude des populations qui se réfèrent pour cela aux pratiques antérieures d'aménagement dans la région. Comme dans toutes les approches classiques, les activités traditionnelles ont auparavant été considérées ici comme une menace pour les écosystèmes naturels et réprimées en conséquence. La réaction des populations vis-à-vis du projet a été, de ce fait, très vive : "les populations locales ont exprimé leur refus du projet de façon agressive, voire violente (...). En dehors des remarques désobligeantes constantes, du refus de saluer, des menaces diverses et sérieuses de destruction de matériel, de véhicule et même de certaines menaces de mort orales, en dehors des barricades, des séquestrations et d'autres accusations de sorcellerie, c'est la façon dont se déroulaient la bonne centaine de réunions de sensibilisation tenues dans les villages qui exprimait le plus clairement le désaccord des populations" (Chatelain, 1996 : 17).
- 21 Les sociétés privées, les seules à détenir un réel pouvoir économique dans la région, à fournir de ce fait des emplois permanents ou temporaires les populations et à pallier dans une certaine mesure les défaillances de l'État dans les domaines de la santé, de l'éducation et des voies de communication, voient également d'un mauvais œil l'arrivée

du projet. Elles sont d'autant plus opposées au projet qu'une des conditions d'octroi du don est l'arrêt de délivrance de permis d'exploiter dans la zone.

- 22 En ce qui concerne les organisations politiques, un seul parti est largement représenté dans la zone du projet. Ce parti, à forte connotation tribale et régionale comme toutes les organisations politiques à cette époque d'émergence démocratique sur fond de troubles socio-politiques, se situe dans le camp de l'opposition la plus radicale au pouvoir en place. Le projet Konkouati est, dans ce contexte, perçu comme un outil au service du pouvoir pour soumettre les populations à son emprise. Pour les responsables locaux du parti, rejeter le projet vise non seulement à répondre aux exigences d'une opposition qui se veut de plus en plus intransigeante, mais aussi et surtout à accroître leur prestige au niveau local.
- 23 Quant aux organisations locales d'appui au développement, seule l'association Nzambi Solidarité (ANZAS) est présente dans la zone. A l'instar des autres acteurs locaux, l'ANZAS est fortement opposée au projet au moment de son installation. La quasi totalité de ses membres appartenant au parti politique dominant dans la région, l'ONG s'appuie sur des considérations d'ordre politique pour rejeter le projet perçu comme un instrument au service d'un pouvoir accusé de renforcer la marginalisation de la région. Cependant, l'ONG qui vient de naître a besoin de s'imposer dans une zone déjà largement contrôlée par d'autres acteurs locaux, notamment les chefs traditionnels, les exploitants forestiers et les responsables politiques. Une double attitude vis-à-vis du projet s'est ainsi vite manifestée au niveau des responsables de l'ONG. Tout en le soupçonnant d'être au service du pouvoir en place, le projet est, en même temps, perçu comme une opportunité à saisir pour accéder à une position dominante dans la région.
Le double "je" de l'ANZAS face au projet Konkouati
- 24 Que ce soit avant ou après la Conférence nationale de 1991, on note que, au-delà de l'unité nationale proclamée officiellement, c'est fondamentalement autour de la tribu et de la région que les individus se rassemblent dans la compétition politique au Congo. à partir de 1991, les tribus dont on a nié l'existence en tant que groupes de pression politique pendant des décennies³, ont eu une certaine liberté de jouer un rôle politique plus actif. Mais le jeu politique reste ici caché derrière des revendications d'ordre économique, social ou culturel à travers les ONG de développement. Si, accessoirement, une ONG peut être perçue comme un moyen d'accès à des avantages économiques, sociaux ou culturels au profit d'une communauté, elle est d'abord et avant tout perçue par ses adhérents comme un moyen d'accès à une position politique supérieure au niveau local, régional ou même national pour ses dirigeants. Dans le même sens, les membres aspirent à certains avantages, symboliques ou matériels, à partir des positions acquises par les dirigeants.
- 25 L'ANZAS se situe bien dans ce contexte général, avec, au-delà de ses objectifs de développement et de conservation, des objectifs plus implicites d'ordre politique, comme le rappelle Bakala-Kiba : "cette organisation à caractère régional et ethnique associe à sa lutte pour le développement local, la lutte politique" (Bakala-Kiba, 1999).
- 26 Si, au moment de l'installation du projet de Konkouati, il y a eu une unanimité pour le rejeter, la compétition qui oppose les différents acteurs locaux pour le contrôle politique et surtout symbolique de la région a très vite amené les responsables de l'ANZAS à adopter une autre attitude vis-à-vis du projet. Celui-ci étant perçu comme une opportunité à saisir pour renforcer son influence encore incertaine dans la région et se situer dans la position majeure qu'occupent les responsables politiques et les chefs

traditionnels, l'ONG choisit de se présenter comme une ONG de défense de l'environnement. Elle se présente ainsi comme le partenaire naturel du projet et entend utiliser cette position pour accroître son pouvoir par la réalisation d'un certain nombre d'actions avec l'appui du projet. Les trois actions les plus importantes, en terme de prestige à acquérir, qui ont été réalisées sont les suivantes :

- 27 Le recrutement au projet des agents originaires de la région, tant au niveau de l'encadrement qu'au niveau des structures d'exécution. L'ONG s'oppose ainsi aux autorités administratives nationales qui entendent affecter au projet des agents du ministère des Eaux et Forêts sans tenir compte des considérations d'ordre régional et tribal. "L'ANZAS" participe en effet au renforcement et à la diffusion de "l'idéologie d'autochtonie" et de la "localisation" des postes au sein du projet Konkouati. Du fait de sa position stratégique d'interface entre le projet et les populations-cibles, l'ANZAS contribue au renforcement des réseaux de clientèle dans le milieu" (Bakala-Kiba, 1999). Sous la pression des populations locales, les deux agents affectés au projet par le ministère des Eaux et Forêts ont été contraints de quitter la zone. Un directeur originaire de la région a alors été installé à la tête du projet par l'UICN. L'ANZAS peut ainsi se positionner comme une organisation qui défend les intérêts de la région, l'autochtonisation des cadres étant, dans le contexte politique de l'époque, l'une des principales revendications des populations à la base.
- 28 L'obtention de l'étude et la réalisation de petites activités d'intérêt communautaire, pourtant non prévues dans le budget de départ du projet. Il y a eu notamment la remise en état d'une pièce du dispensaire du village Ntié-Tié, la reconstruction de l'école du village Tandou Ngoma et la création de la pharmacie villageoise de Nzambi. La réalisation de ces activités, appelées ici activités sociales ou compensatrices, a été l'occasion pour l'ANZAS de se présenter auprès des populations locales comme leur partenaire réel dans la résolution de leurs problèmes.
- 29 La contribution à l'adhésion des populations locales aux objectifs du projet, afin de mieux implanter celui-ci dans la région. Réalisant que, par le projet, elle peut s'approprier un ensemble de ressources et d'opportunités susceptibles de lui conférer un statut supérieur dans la région, l'ANZAS n'hésite pas à proclamer le bien-fondé de l'opération, choisissant ainsi d'entrer en compétition avec le parti politique dans lequel, pourtant, la plupart de ses membres sont adhérents. "L'ANZAS qui s'est opposée au départ au lancement du projet Konkouati a vu progressivement dans ces activités une opportunité de soigner sa propre image et de renforcer son influence dans la zone" (Bakala-Kiba, 1999).
- 30 Deux approches ont été utilisées pour amener les populations à adhérer au projet. Il y a eu d'abord les réunions de groupe organisées par le projet, avec l'appui actif de l'ANZAS ; il y a eu ensuite les contacts directs avec les populations. Dans ce dernier cas, les membres de l'ONG et les responsables du projet ont sillonné, pendant des semaines, tous les villages pour expliquer l'intérêt qu'il y avait pour les populations à accepter l'installation du projet dans leur zone.
- 31 Ce travail de communication sociale, qui s'est appuyé essentiellement sur les codes locaux de communication grâce à l'action de l'ANZAS, a porté ses fruits puisque, aux stratégies de rejet du projet développées par les populations locales, se sont progressivement développées de nouvelles stratégies, d'abord attentistes (essayons-voir), puis de récupération du projet et de captation de nouvelles ressources dues au projet. (Bakala-Kiba, 1999 ; Nguinguiri & Bakala-Kiba, 2001).

- 32 Toutes ces actions n'ont visé en réalité que le raffermissement de la base de l'ONG et surtout le renforcement de la position politique et symbolique de ses responsables aussi bien au niveau local qu'au niveau régional et national. Toute la trajectoire ultérieure de l'ONG tend à attester cette observation. Si, comme cela s'observe au niveau de la plupart des ONG locales de développement, le premier objectif affiché par l'ANZAS fut la mobilisation de la population locale autour des objectifs aussi bien de développement que politiques, il est vite apparu que l'ONG a servi surtout de marchepied à ses dirigeants pour accéder à des positions politiques et symboliques supérieures. L'ONG a ainsi su jouer à son avantage le rôle de médiateur actif entre deux groupes sociaux et a réussi à en tirer tout le bénéfice que la situation pouvait lui apporter. Comme l'ont indiqué Bierschenk et *al.*, reprenant le point de vue développé par Boissevain dès 1974, le courtier est un "entrepreneur" manipulant activement des personnes et des informations pour en tirer profit. Le bénéfice attendu ne consiste pas toujours en une rémunération en argent, mais le plus souvent en services rendus en retour et en positions acquises sur les plans politiques ou symboliques. En ce qui concerne l'ANZAS, on peut noter, entre autres "bénéfices" acquis :
- 33 Le renforcement de la position politique et symbolique de l'ONG au niveau local et la renégociation du positionnement de ses dirigeants au sein du district. Ceci s'est traduit notamment par la nomination du secrétaire général de l'ONG au poste politique et administratif le plus élevé au niveau local, à savoir celui de Chef de district de Nzambi.
- 34 L'accroissement du prestige de l'ONG et de ses dirigeants non seulement au sein du parti politique dominant dans la région, mais aussi au sein de l'Association Kouilou-Développement qui regroupe tous les ressortissants de la région du Kouilou dans laquelle se trouve le district de Nzambi. Ceci s'est traduit par le positionnement politique de ses dirigeants au-delà du district, particulièrement avec la nomination du président de l'ONG au poste prestigieux de Maire-Adjoint de la ville de Pointe-Noire.
- 35 Le raffermissement du prestige de l'ONG au niveau national. Du fait de la capacité de mobilisation des populations acquise par l'organisation, le président de l'ONG a été choisi, au cours de la campagne présidentielle de mars 2002, comme directeur de campagne dans le district de Nzambi pour le compte de l'actuel président de la République. Ceci lui a donné accès à une position politique majeure qui s'est traduite par son élection au poste de député du district de Nzambi lors des élections législatives de juillet-août 2002.
- 36 En dehors de ces "bénéfices" d'ordre politique, l'ONG a réussi à se positionner comme le partenaire quasi incontournable des programmes de développement aujourd'hui mis en œuvre dans la zone. On peut noter ainsi que le Projet d'Appui à la Diversification des Moyens d'Existence des Communautés de Pêche du Parc National de Conkouati-Douli et à la Cogestion des Aires de Pêche de la partie marine du Parc, lancé en septembre 2002 par le Programme pour les Moyens d'Existence Durables dans la Pêche (PMEDP), a confié à l'ANZAS l'entière responsabilité de la conduite des actions de vulgarisation des objectifs du projet auprès des populations et de suivi des actions programmées, en lieu et place du Comité de Gestion des Ressources Naturelles de Conkouati-Douli (COGEREN)⁴ créé pourtant pour ce type d'opérations.
- Conclusion
- 37 Dans le processus de gestion participative des ressources naturelles mis en œuvre à Conkouati, le rôle de l'ANZAS a été déterminant, particulièrement dans la phase délicate de communication sociale ayant permis d'amener les populations, d'abord

farouchement hostiles au projet, à accepter celui-ci et même à le défendre avec une certaine force. Nous avons vu que, au-delà des objectifs explicites de développement et de conservation, s'expriment au sein de l'ONG d'autres objectifs qui se forment et se développent en fonction des intérêts en jeu et surtout des avantages essentiellement politiques et symboliques qu'elle espère tirer de la situation. Le problème de la "participation cachée" évoqué par Nguinguiri & Bakala-Kiba (2001) à propos des populations locales se pose ainsi avec une réelle acuité au niveau des organisations locales se situant à l'"interface" entre les institutions de développement et les populations locales (Long, 1994) et jouant, de ce fait et parfois sans que cela ne soit toujours dans leurs intentions de départ (Tidjani Alou, 2000), le rôle de "courtiers locaux en développement" (Olivier de Sardan et Bierschenk, 1993 ; Bierschenk et al., 2000). L'accès à de nouvelles ressources, grâce à ce rôle particulier, peut ainsi avoir pour effet d'amener ces organisations à améliorer progressivement leurs compétences, à affiner leurs stratégies et finalement à conforter leur position au niveau local et même au-delà. Le cas de l'ANZAS nous montre qu'elles parviennent ainsi à acquérir une influence de plus en plus grande sur les populations, au fur et à mesure qu'elles s'affirment sur le terrain. Étant donné que, comme l'ont montré Enters et Anderson (2000), les populations locales n'ont pas toujours la motivation et les compétences requises dans l'utilisation et la conservation durables des ressources naturelles, on peut dire que la réussite de tout processus de gestion participative des ressources naturelles est largement tributaire de la motivation réelle des ONG locales et de leurs leaders. Il nous semble ainsi nécessaire, pour une meilleure garantie de succès des différentes opérations de conservation et de gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo, que soit pris de manière particulière en compte, en termes de facilitation du processus et d'analyse, les objectifs sous-jacents des organisations locales d'appui au développement tels qu'ils s'expriment et évoluent sur le terrain.

BIBLIOGRAPHIE

- Bakala-Kiba A., 1999, *Les stratégies paysannes dans un projet d'éco-développement participatif : le cas du projet d'aménagement et de gestion durable de la réserve de faune de Konkouati*, Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme d'ingénieur de développement rural, I.D.R., Brazzaville.
- Bierschenk T, Chauveau J.-P., Olivier de Sardan J.-P., 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Karthala et APAD.
- Chatelain C., 1996, *Les leçons de la difficile installation du Projet de conservation-développement de la réserve de faune de Konkouati*, PROGECA/P/Gland.
- Enters T., J. Anderson, 2000, "Reconsidérer la décentralisation et le transfert des responsabilités en matière de conservation de la diversité biologique", *Unasylva*, 199, vol. 50.
- Fisher R.-J., 1995, *Cogestion des forêts pour la conservation et le développement*, UICN/WWF.

- Koumba-Safou G., Taty M., Mabiala N., Diakanou-Matongo C., 2001, "Négociation des accords de gestion des ressources naturelles : l'expérience du COGEREN au Congo", *Arbres, forêts et communautés rurales*, Bull. FTTP, 22 : 19-23.
- Long N., 1994, "Du paradigme perdu au paradigme retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs", *Bull. de l'APAD*, 7 : 11-34.
- Lufungula M., 2002, "Les ONGs locales sont-elles acteurs de développement en milieu paysan africain ?", *Développement et Coopération*, 4 : 19-21.
- Mabiala N., 1996, *Projets de gestion communautaire et contextes difficiles : le cas de la réserve de faune de Conkouati (sud-Congo)*, Colloque panafricain sur la gestion communautaire des ressources naturelles (communication), Pointe-Noire.
- Neubert D., 2000, Le rôle des courtiers locaux dans le système du développement : quelques expériences de projets d'autopromotion en Afrique de l'Est, in Bierschenk et al. (2000) : 241-257.
- Nguingui J.-C., 1997, *La cogestion des ressources naturelles de la Réserve de Conkouati*, Rapport, UICN/PROGECAP/GEF-Congo.
- Nguingui J.-C., 1998, "Approche participative et développement local en Afrique subsaharienne : faut-il repenser la forme contemporaine du modèle participatif ?", *Arbres, Forêts et Communautés Rurales*, Bull. FTTP : 15-16.
- Nguingui J.-C., 1999, Les approches participatives dans la gestion des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale : Revue des initiatives existantes, *CIFOR*, Occasional Paper, 23.
- Nguingui J.-C., Bakala-Kiba A., 2001, "Jeu d'acteurs autour d'un projet de conservation : la participation cachée", *Arbres, forêts et communautés rurales*, Bull. FTTP., 22 : 6-10.
- Olivier de Sardan J.-P., Bierschenk T., 1993, "Les courtiers locaux du développement", *Bull. de l'APAD*, 5 : 71-76.
- Tidjani Alou M., 2000, "Courtiers malgré eux : trajectoires de reconversion dans l'association Timidria au Niger", in Bierschenk et al. (2000): 279-304.

NOTES

1. Le district de Nzambi était encore, au moment de la création de l'ANZAS, un poste de contrôle administratif (PCA) dépendant du district de Madingo-Kayes. Il n'est devenu un district à part entière qu'à partir de 1996, avec la nouvelle restructuration administrative du territoire national.
2. Il s'agit notamment des espèces suivantes : éléphant d'Afrique, hippopotame, cobe defassa, panthère, serval, mandrill, moustique, chimpanzé, gorille, tortue luth et tortue olive.
3. L'existence de la tribu n'était reconnue officiellement que sur le plan culturel, particulièrement à travers les danses folkloriques utilisées dans la propagande politique.
4. Le COGEREN est une ONG créée en 1999 dans le prolongement du Projet de Conkouati ; elle regroupe des délégués de l'Administration, des ONG et Associations environnementales et des Comités de villages et sert de cadre de discussion des modalités de gestion des ressources naturelles dans la zone de Conkouati-Douli et de validation et de suivi de l'exécution des différents programmes d'aménagement et de développement mis en place dans la zone.

AUTEUR

HENRI BOUKOULOU

Institut de développement Rural (IDR), Université Marien Ngouabi, B.P. 2370,
Brazzaville (Congo)